



Déclaration liminaire au CTSD du 09 février 2018

Madame la Directrice académique,

La mise en place du dispositif « 100% de réussite en REP et REP+ au CP et CE1 » pose clairement la corrélation entre réussite scolaire et nombre d'élèves par classe. Si d'autres facteurs entrent bien évidemment en ligne de compte, celui de la baisse des effectifs est essentiel. Nous l'avons toujours pointé dans nos déclarations liminaires.

La priorité donnée à l'éducation prioritaire est une mesure de justice sociale pour un public économiquement, socialement et scolairement défavorisé.

Mais que vaut cette mesure sans les moyens nécessaires ? Les conditions d'enseignement et d'apprentissage vont être fortement dégradées partout ailleurs. L'école primaire française, largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables, nécessite un engagement financier massif.

Le projet que vous présentez aujourd'hui nous ramène aux années sombres des suppressions de postes : 79 fermetures sèches, 35 éventuelles, 12 postes de PDMQDC supprimés sans qu'aucun bilan sérieux n'ait été fait pour attester de l'efficacité ou non d'un tel dispositif. Ce ne sont pas les 31 ouvertures en milieu ordinaire et les 58 attributions en REP et REP+ pour le dédoublement des CP et CE1 qui feront baisser les effectifs dans toutes les classes.

Même si la démographie dans le premier degré est en légère baisse en Isère, nous dénonçons le manque de postes. Notre département est sous-doté depuis très longtemps. Un rattrapage est urgent ! 25 élèves par classe et 20 en éducation prioritaire est une condition essentielle à la réussite et à l'épanouissement de tous les élèves.

La reconstitution des RASED, décimés en 2008, est une autre demande forte : avec seulement la création d'un ou deux postes par an, quel avenir pour les enseignant-es spécialisé-es qui sont un levier majeur pour enrayer la grande difficulté scolaire ?

Dans le second degré, la colère gronde également : DGH insuffisantes voire indigentes, inquiétudes concernant le lycée, la réforme du bac et l'orientation dans le supérieur.

Un mot enfin pour exprimer nos craintes quant à l'avenir des services publics, décuplées par les annonces gouvernementales. Nous répondrons à ces attaques le 22 mars, journée de grève nationale à l'appel des organisations syndicales CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires.